

NOTES
NOTES

LA DIPLOMATIE
DE BOUMÉDIÈNE
MÉJUGÉE

LA DIPLOMATIE DE BOUMÉDIÈNE MÉJUGÉE

À PROPOS DE L'OUVRAGE
D'ARDELAN AMIR-ASLANI
*L'ÂGE D'OR DE LA DIPLOMATIE
ALGÉRIENNE*

NILS ANDERSSON *



Après huit ans de lutte de libération, son indépendance acquise, l'Algérie est devenue en 1962, comme l'était la Chine de la Révolution culturelle ou le Cuba de Fidel et du Che, un pôle révolutionnaire. Ayant une diplomatie très active dans le mouvement des non alignés et dans les préparatifs de la Tricontinentale, laissant le champ libre à une activité ouverte à de nombreux mouvements indépendantistes et anti-impérialistes, Alger est alors un centre bouillonnant du Tiers-Monde.

Le coup d'État, le 19 juin 1965, de Boumédiène contre Ben Bella, qu'il avait, s'appuyant sur l'armée des frontières, porté au pouvoir en septembre 1962, désenchanté nombre d'anticolonialistes et signifie pour eux la fin d'une Algérie révolutionnaire. « Utopies ou turbulences », selon les mots de Jean-Marie Boeglin, la four-

milière pieds-rouges regagne une France gaulliste, les coopérants selon leurs attaches en Algérie poursuivent ou non leur tâche. Si, motivations morales, politiques ou idéologiques, la lutte de libération algérienne a suscité des rêves de solidarité entre les peuples et de révolution socialiste ce fut, y compris au sein des forces progressistes, un fait très minoritaire. C'est donc seulement à la marge que les Algériens ont eu à connaître la solidarité internationaliste des européens d'origine française ou étrangère en Algérie et des réseaux de soutien en France. La réalité coloniale, sociale, économique, culturelle, culturelle en Algérie a été le terreau d'une lutte de libération nationale proclamée le 1^{er} novembre 1954 et c'est ce fondement nationaliste qui l'a rendue irréductible tout au long des huit années de la guerre. Son

* JOURNALITE-ESSAYISTE.

¹ Catherine Simon, *Algérie, les années pieds-rouges*, La Découverte, 2009, p. 13.

objectif premier, l'indépendance a été réalisé, celui induit, la révolution sociale, le socialisme, n'a été qu'une référence, un slogan. Pour les espoirs déçus, comment faire reproche aux Algériens de ne pas avoir réalisé ce que l'on n'a pas réalisé soi-même ?

Dans le mouvement des non-alignés, le sentiment d'un tournant politique que suscite le renversement de Ben Bella est renforcé par l'annulation du deuxième Bandoeng qui, à l'été 1965, dix ans après la première conférence, devait se tenir à Alger pour intensifier son action et son rôle. Si les réticences, notamment de pays africains, au renversement de Ben Bella ont contribué à cet échec, il est évident qu'il est d'autres raisons, en particulier les tensions au sein des non-alignés découlant du débat sino-soviétique sur la question de la coexistence pacifique, mais aussi des antagonismes interétatiques qui divisent le mouvement comme entre l'Inde et le Pakistan ou entre l'Indonésie et la Malaisie. Le revers n'en est pas moins grand pour Boumédiène et l'image d'une Algérie révolutionnaire.

Le maintien d'une politique anti-impérialiste

Le livre d'Ardavan Amir-Aslani, *L'âge d'ord de la diplomatie algérienne*²

modifie le jugement qui précède sur la fin du rôle tiers-mondiste de l'Algérie après l'éviction de Ben Bella, il apporte des éléments importants sur la politique étrangère de l'Algérie et le maintien de positions anti-impérialistes par Boumédiène. S'il y a un avant et un après Ben Bella, qu'il s'agisse de la conduite de la réforme agraire, de l'industrialisation du pays, de l'abandon d'une rhétorique « révolutionnaire », d'une « mise en ordre » de l'État³, Boumédiène, ainsi que le précise Ardavan Amir-Aslani, va, avec une fermeté ignorée par beaucoup, s'en tenir à une politique étrangère « solidaire avec les luttes contre l'impérialisme ».

Dans un moment crucial, celui où, le cours révolutionnaire des luttes de libération nationale, après avoir modifié des rapports de force dans le monde à l'avantage des peuples du tiers-monde, va être endigué puis aligné par un cours contre-révolutionnaire, où colonialistes et impérialistes vont, avec une violence particulière, avoir recours dans les tiers-monde à la guerre, à des putschs, assassinats, pogroms, massacres de populations et à la corruption, la politique étrangère de l'Algérie, au contraire de nombreux autres États africains et asiatiques, va s'en tenir fermement à la politique définie lors du Congrès de Tripoli.

152

² Éditions du Moment, 2015.

³ Je pense que le passage de Ben Bella à Boumédiène n'a par contre pas amené un changement notable dans la conduite de la politique d'arabisation avec ses effets collatéraux. Arabisation dont ne peuvent être contestées la légitimité et la nécessité dans une Algérie sortant de 130 ans de colonialisme.

Quelle était la ligne définie lors du Congrès du FLN à Tripoli tenu en juin 1962, à la veille de l'indépendance ? Chacun sait qu'il fut celui de la discorde⁴, mais les options anti-colonialistes et anti-impérialistes du Programme de Tripoli (qui dans un contexte d'extrême division fut adopté à l'unanimité) vont constituer, comme sous celle de Ben Bella, le corpus de la politique étrangère de l'Algérie sous la présidence de Boumédiène. Cette politique avait trois fondements : l'unité des peuples du Maghreb, de l'Afrique et du Moyen-Orient pour consolider leur indépendance, l'importance des liens avec le mouvement des non-alignés pour intensifier le cours de la décolonisation, le renforcement de la solidarité avec les pays « révolutionnaires » d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine dans la lutte contre l'impérialisme.

C'est la position que va défendre l'Algérie, bien que chacune de ces entités, Maghreb, Mouvement des non-alignés, Tricontinentale, soit traversée par d'importants antagonismes interétatiques et des contradictions idéologiques, ce qui ne facilite pas l'adoption de positions communes contre l'offensive menée par l'impérialisme et rend d'autant plus méritoire (et courageuse) une attitude de fermeté.

Trois circonstances peuvent être mentionnées. Premièrement, dans ce moment clé et déterminant du rapport de forces dans la confrontation entre le monde arabe et l'impérialisme que fut, en 1967, la guerre des Six Jours⁵, l'affirmation par l'Algérie de sa totale solidarité avec l'Égypte son adoption d'une opposition frontale à l'encontre de l'intervention occidentale au côté d'Israël. Deuxièmement, dans les années 1970, sur la question du droit à l'autodétermination du Sahara occidental, conflit qui n'a pas la même résonance internationale, mais d'une haute intensité régionale et à propos duquel de grandes divergences opposent l'Algérie à la France. Et, troisièmement, quand l'Algérie, dans le cadre des institutions internationales, va être porteuse du projet d'un Nouvel ordre économique international pour modifier les relations Nord-Sud, qu'il s'agisse des échanges, du développement ou de la dette.

La Guerre des Six Jours, moment crucial

C'est dans les moments de fortes tensions que l'on juge de la détermination politique de chaque partie. La guerre des Six Jours fut une crise majeure de la seconde

⁴ Ali Haroun, *L'Été de la discorde Algérie 1962*, Casbah Éditions, 2009, donne à connaître la position de la Fédération de France.

⁵ En Asie, la victoire militaire du Vietnam sur les États-Unis, la plus grande victoire des peuples colonisés contre l'impérialisme, masque le fait que la modification du rapport de forces entre les mouvements indépendantistes et l'impérialisme est intervenu en 1965, avec le coup d'État en Indonésie renversant Soekarno et les massacres qui s'en suivent.

moitié du XXe siècle; dans le climat de tension qui précède la guerre des Six Jours, Boumédiène déclare lors d'un séminaire des socialistes arabes organisé à Alger: « Le Nord s'oppose au Sud et dans cette confrontation les pays progressistes du monde arabe⁶... doivent dépasser certaines contradictions pour atteindre l'objectif le plus important, c'est-à-dire la solidarité qui permettra d'affronter avec succès l'impérialisme, le sionisme et la réaction. » Ce dernier terme visant les États arabes liés aux États-Unis, principalement l'Arabie Saoudite.

Le 23 mai 1967, Nasser bloque le détroit de Tiran qui donne accès à la mer Rouge aux navires israéliens et le 5 juin, l'armée israélienne lance une offensive aérienne et terrestre contre l'Égypte, la Jordanie et la Syrie; dès le déclenchement de l'intervention, Boumédiène apporte un soutien militaire aérien à l'Égypte et rompt toutes les relations de l'Algérie avec les puissances anglo-saxonnes. Des renforts au sol sont envoyés par Boumédiène. Le 10 juin, la guerre est finie, ils ne peuvent être déployés. La Cisjordanie, le Sinaï, la bande de Gaza et le plateau du Golan sont occupés par Israël; pour autant, Boumédiène maintient une position de fermeté et de résistance à l'offensive de l'impérialisme; ses déclarations sont radicales. Marque concrète de son intransigeance, l'Algérie est le seul pays arabe à refuser le cessez-le-feu avec Israël et, malgré les moyens

de rétorsions dont disposent les États-Unis et ses alliés occidentaux, les mesures économiques prises à leur rencontre sont maintenues et appliquées.

Plus encore, le 12 juin, Boumédiène se rend à Moscou pour y rencontrer les dirigeants soviétiques et « déplorer leur lâchage. » Concernant la position qu'il défend lors de cette rencontre, Amir-Aslani écrit: « Dans son esprit, c'est l'avenir de l'expérience socialiste dans les pays sous-développés qui est en jeu. Sacrifier celle-ci à la coexistence pacifique conduirait l'Union soviétique à un désastre dans le tiers-monde ». Pensait-il possible que Kossyguine et le PCUS renoncent au credo de la coexistence pacifique? Dans les faits, la position de Boumédiène ne rencontre guère d'écho; en témoignent les paroles de l'ambassadeur soviétique à un conseiller de l'ambassade de France: « Mao Zedong n'a pu nous faire abandonner le principe de la coexistence pacifique, ce n'est pas Monsieur Boumédiène qui réussira à le faire. »

Cependant, dans ce moment d'offensive de l'impérialisme dans le tiers-monde: exode palestinien, conséquence de la guerre des Six Jours, guerre au Sud-Vietnam, coup d'État en Indonésie, dictature au Brésil, assassinat de Lumumba et Ben Barka, exécution de Che Guevara, condamnation de Mandela... la pertinence de la coexistence pacifique prête à débat

⁶ Principalement l'Égypte, la Syrie et l'Algérie.

et la position de Boumédiène, en raison de l'influence de l'Algérie dans le tiers-monde, ne peut être ignorée. Cela amène les *Izvestia* du 18 juillet 1967, bien qu'il n'y ait aucun signe de « ralliement » de Boumédiène sur les positions pro-chinoises, à prévenir les pays arabes de « l'action subversive de la Chine qui cherche à les engager dans la voie de l'aventure ».

À son retour de Moscou, conscient de ne pas avoir été écouté, Boumédiène prononce le 19 juin un discours lors duquel il déclare que l'Algérie est « le prochain objectif de l'impérialisme », mais qu'elle « ne se rendra jamais » et d'ajouter : « l'Occident tout entier, les progressistes — hélas ! —, les modérés, les hommes de droite, les extrémistes, les membres de l'OAS, s'est retrouvé dans une attitude commune contre la nation arabe. » Le « hélas ! », s'agissant des progressistes est lourd de significations.

L'Algérie porte-parole du tiers-monde contre le développement inégal

Cette position radicale renforce le prestige de Boumédiène dans les populations arabes et en fait un dirigeant écouté dans le tiers-monde, d'autant que du 10 au 25 octobre de la même année se tient à Alger le 1^{er} Conseil des ministres du Groupe des 77, constitué en 1965 par le Mouvement des non-alignés dans le cadre

de la CNUCED⁷. Nicole Grimaud, historienne de la politique extérieure de l'Algérie, écrit : « Pour un pays nourrissant des ambitions, c'est un palier important. La machine diplomatique algérienne donnait pour la première fois sa mesure. »⁸

Lors de cette réunion, prenant en compte le rapport de forces réel, Houari Boumédiène met une sourdine à ses appels contre l'impérialisme et, comme organisateur de la conférence, cherche un dénominateur commun aux soixante-trois délégations présentes en adoptant une voie plus proche de l'afro-asiatisme neutraliste que du tricontinentalisme révolutionnaire ; il propose comme ambition à la conférence de définir un « nouvel ordre économique et social international » modifiant les rapports Nord-Sud. De longues discussions vont déboucher sur la *Charte d'Alger des droits économiques du tiers-monde* qui tend à la libre disposition des ressources nationales, la fixation d'une aide publique minimale des pays développés aux pays en développement et la création d'un mécanisme qui évite la détérioration des termes de l'échange.

Dans la *Charte d'Alger*, constat est fait que la croissance annuelle des revenus dans le monde en développement est de moins de 2 \$, contre 60 \$ dans les pays développés, que de 1953 à 1967 la part des exportations des pays en

⁷ Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

⁸ Citée par Ardavan Amir Aslani.

voiededéveloppementesttombée de 27 % à 19,3 %, que le pouvoir d'achat de ces pays a diminué de 10 % en raison de l'échange défavorable entre produits primaires et produits manufacturés et que la dette publique extérieure est passée de 10 milliards de \$ en 1955 à 40 milliards de \$ en 1966, le service de la dette passant lui de 500 millions de \$ à 4 milliards de \$ par an.

Document de 347 pages, posant précisément les revendications du groupe des 77, la *Charte* fait des propositions concrètes concernant les prix de base des produits, les stocks régulateurs, des programmes de diversification, des politiques de prix, à l'encontre du protectionnisme des économies avancées et sur les mesures correctives à prendre pour un Nouvel ordre économique international, propositions qui représentent un bouleversement des rapports Nord-Sud.

Comme président des non-alignés, le 10 avril 1974, Boumédiène sera le porteur du projet de « Nouvel ordre économique international » devant l'Assemblée générale des Nations unies ; il y déclare : « L'ordre économique mondial que nous vivons aujourd'hui est aussi injuste et périmé que l'ordre colonial duquel il tire son origine et sa substance » ; dénonçant les « monopoles internationaux et des firmes multinationales qui excellent dans l'art de faire des concessions pour sauvegarder l'essentiel »⁹, il lance de la tribune

de l'ONU un avertissement qui prend aujourd'hui une résonance particulière : « Un jour, des millions d'hommes quitteront l'hémisphère Sud pour aller dans l'hémisphère Nord. Et ils n'iront pas là-bas en tant qu'amis. Parce qu'ils iront là-bas pour le conquérir. Et ils le conquerront avec leurs fils. Le ventre de nos femmes nous donnera la victoire. »

Cette adresse au monde occidental n'a pas été plus écoutée que d'autres et les engagements proposés dans la *Charte d'Alger* devaient s'enliser dans les méandres des conférences de la CNUCED, mais l'importance de la *Charte d'Alger* ne peut être niée, ni l'engagement anti-colonialiste et anti-impérialiste de l'Algérie pour le défendre, non plus que le positionnement personnel de Boumédiène pour dénoncer et réduire le développement inégal.

La difficile acceptation de la fin du colonialisme, la question saharouie et la relation avec la France

La question du Sahara occidental implique, territorialement, politiquement et historiquement, le Maroc, la Mauritanie, l'Algérie et l'Espagne, une Espagne encore franquiste, qui, sous la pression de Washington, accepte en novembre 1975, sans que soient consultées les populations sahraouies ni l'Algérie, le transfert de la souveraineté du Sahara espagnol

156

⁹ *Op. cit.*, p. 163.

au Maroc. La consolidation du camp occidental dans la région, dont le Maroc est une pièce maîtresse, est clairement l'enjeu de cet arrangement néocolonial. Pour l'Algérie qui soutient depuis sa création le Front Polisario, la question du Sahara occidental est un *casus belli*; des escarmouches se produisent entre l'armée marocaine et l'ALN algérienne et, pour Boumédiène, la France, en avalisant l'accord de Madrid et en adoptant une position ambiguë à l'ONU devient partie de ce « complot impérialiste », ce qu'exprime alors un collaborateur du Ministère des affaires étrangères : « Vous cherchez à réaliser une façade atlantique reposant sur l'axe Paris-Madrid-Rabat, les visées méditerranéennes devenant secondaires. »¹⁰

La question du Sahara occidental est une pièce essentielle de la politique extérieure (et intérieure) de l'Algérie sur laquelle Boumédiène ne transigera jamais, bien que l'Algérie soit isolée. Car il n'y a pas que la France qui fasse fi des droits à l'autodétermination du peuple sahraoui et de l'occupation de son territoire par le Maroc : ni la Ligue arabe, ni l'Union du Maghreb arabe, ni aucun pays européen ou État membre du Conseil de sécurité ne reconnaissent la République sahraouie et, depuis 1980, 48 pays ont retiré leur reconnaissance. Cependant, même si cette position a affaibli le rôle de chef de file de

l'Algérie dans le mouvement des non alignés, la ligne anticolonialiste pour les droits des Sahraouis est restée celle de Boumédiène et aujourd'hui celle de l'Algérie.

Anti-impérialisme et sortie du colonialisme, les relations diplomatiques, si susceptibles, entre l'Algérie et la France, et si chargées de rancœurs, constituèrent un terrain fait d'intransigeance et de pragmatisme de la politique étrangère de Boumédiène envers l'ancienne puissance coloniale. Pour Arda-vian Amir-Aslani, « Il s'agit de lever l'hypothèque des Accords d'Évian qui dans l'esprit des Algériens prolongent la domination coloniale en protégeant les intérêts de l'État français — et qui en conséquence, entretiennent une situation d'inégalité dans les négociations. Oui à la coopération avec la France, mais dans le cadre d'une reconnaissance pleine et entière de la souveraineté algérienne ». Mais, dans le rappel par les dirigeants algériens des sacrifices consentis durant la guerre et d'un nécessaire retour aux sources historiques (langue, religion, culture) de l'Algérie, « le gouvernement français s'obstine à ne voir là que des mots d'ordre commodes à usage interne, sans conséquences fondamentales sur ses liens avec les autorités algériennes. »¹¹

La visite officielle de Giscard d'Estaing en Algérie au printemps

¹⁰ *Op. cit.*, p. 188.

¹¹ *Op. cit.*, p. 45 et 47.

1975, la première d'un président français, est un moment opportun pour, de part et d'autre, sortir de la guerre. Il n'y a plus de lourds contentieux entre les deux États¹². La question des Français dans l'Algérie indépendante, à laquelle fut accordée une grande importance lors des négociations d'Évian, a perdu de sa signification à la suite du départ massif des Européens; conséquence de l'aveuglement du lobby colonial et de la politique de la terre brûlée menée par l'OAS, le centre d'expérimentation nucléaire de Reggane, en application des Accords d'Évian, a été abandonné par la France pour des motifs économiques plus que politiques et, affirmation d'une politique d'indépendance économique et énergétique, Boumédiène a nationalisé en 1971 les hydrocarbures: « une richesse nationale qui n'a nul besoin d'être justifiée par les arguments philosophiques ni par la voie sinueuse de la politique ou de la démocratie. »¹³ C'est certes pour la France un point de tension, comme le sont pour l'Algérie les dispositions unilatérales, considérées comme discriminatoires, prises à l'égard des émigrés algériens, différentes de celles prises envers les autres travailleurs étrangers. Il est cependant temps, treize ans après la fin de la guerre de « normaliser » les relations entre les deux pays.

À son arrivée, Giscard d'Estaing déclare dans son allocution « la France historique salue l'Algérie indépendante »; Boumédiène voulant sortir des références à la « terre des ancêtres » et envisageant avec la France une « coopération de grande envergure », répond: « Quand la mémoire donne sa chance à l'imagination, la réflexion exorcise les ombres et la rencontre peut alors devenir un rendez-vous avec l'histoire. »¹⁴ Sauf que, maintien d'une attitude coloniale des dirigeants français, Paris ne veut pas de ce que le Quai d'Orsay dénomme une « globalisation des relations avec l'Algérie ». Occasion perdue, il n'y aura pas de rendez-vous avec l'histoire.

Une dégradation des rapports avec la France s'ensuit sur lesquels Boumédiène s'exprime lors d'une rencontre avec Ania Francos, journaliste anticolonialiste: « On a fait des efforts; on a voulu se réconcilier avec le peuple français. Mais c'est impossible; il n'y a peut-être pas de réconciliation possible entre les générations de la guerre... Nous travaillerons avec le monde entier, mais on ne nous mettra pas à genoux. »¹⁵

Ce sont là, qu'il s'agisse du monde arabe, des rapports économiques Nord-Sud, des obstacles faits au processus de décolonisation et de la normalisation, après

158

¹² La question Saharouïe, interviendra à l'automne 1975.

¹³ Discours du 16 juillet 1970, *op. cit.*, p. 106.

¹⁴ *Op. cit.*, p. 184.

¹⁵ Ania Francos et Jean-Pierre Serini, *Un Algérien nommé Boumédiène*, Stock, 1976, cité par Ardavan Amir-Aslani.

NILS ANDERSSON

l'indépendance, des relations avec la France, des sujets qui illustrent le caractère anti-impérialiste de la politique étrangère de l'Algérie durant les années où s'inverse le cours de la décolonisation et où le libéralisme économique va étendre son emprise sur le monde, mais qui apporte aussi une information montrant la continuité de la diplomatie algérienne en politique étrangère après la destitution de Ben Bella, des éléments influant sur le jugement à porter sur l'Algérie de Boumédiène. L'histoire n'est jamais linéaire.

